



Jocelyne OUELLETTE

Johnson au Travail, Ouellette aux Travaux publics Lévesque nomme deux autres ministres

par Lysiane GAGNON
de notre bureau de Québec
QUEBEC — Deux députés péqu coastes feront d'ici quelques jours leur entrée au Conseil des ministres: Mme Jocelyne Ouellette, député de Hull, qui sera nommée titulaire du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, et M. Pierre-Marc Johnson, député d'Anjou, qui sera le nouveau ministre du Travail.
Ces nominations, que LA PRESSE a apprises de bonne source, doivent être annoncées

dans le cours de cette semaine par le premier ministre Lévesque. Il s'agira donc d'un miniréaménagement ministériel. M. Lévesque ayant d'ailleurs plusieurs fois déclaré qu'aucun réaménagement de quelque envergure n'aurait lieu avant la fin de la première année de son mandat.
Deux ministres se trouvent ainsi déchargés d'une partie de leurs fonctions actuelles: MM. Lucien Lessard, qui avait la double responsabilité des Travaux publics et des Transports,

et Jacques Couture, qui avait hérité d'un double fardeau — Travail et Main-d'œuvre et Immigration.
Conformément à une politique envisagée depuis plusieurs années déjà — et que l'exécutif national du Parti québécois soumettait d'ailleurs au congrès de mai, sous forme de proposition destinée à faire partie du programme du parti —, la Main-d'œuvre et l'Immigration seront regroupés au sein d'un même ministère, dont M. Couture restera titulaire, tandis que son

nouveau collègue pourra consacrer tout son temps à l'épineux dossier des relations de travail.
Deux "modérés"
La nomination de Mme Ouellette aux Travaux publics et à l'Approvisionnement paraît surprenante à première vue, mais peut-être moins si l'on songe au fait que ce ministère rejoint ses préoccupations, bien connues dans la région de l'Outaouais, au chapitre de l'intégrité du territoire. Par l'intermédiaire des
Voir LÉVESQUE, page A 6



Pierre-Marc JOHNSON

la presse

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

MONTRÉAL, MARDI 5 JUILLET 1977, 93^e ANNÉE, no 158, 72 PAGES, 6 CAHIERS

25 CENTS
Abon: Côté Nord 30c
ABONNEMENT LUNDI AU SAMEDI 51 40
METEO
Ensoleillé avec des passages nuageux.
Minimum: 15 Maximum: 27
Demain: Ensoleillé et chaud.
Détails à la page A 2

le monde



Téléphoto UPI

Halte au KKK

A Columbus, dans l'État d'Ohio, cela a mal tourné pour une vingtaine de fanatiques du Ku Klux Klan, spécialement pour le "sorcier impérial" qui en a eu le soufflé coupé.

L'OUA lave son linge sale en famille

La troisième journée du sommet de l'Organisation de l'Unité africaine était consacrée aux "interventions dans les affaires intérieures des États", et les dissensions qui minent le continent noir ont été étalées au grand jour comme jamais auparavant. "Aujourd'hui, a déclaré notamment le président de la République populaire du Congo, près de 15 États africains indépendants ont entre eux des conflits frontaliers et l'OUA a perdu beaucoup de sa substance."

Le PC italien réalise une percée

Ratifié par les directions des formations intéressées, l'accord conclu entre les six partis de "l'arc constitutionnel" a sanctionné un programme de majorité qui associe pour la première fois le Parti communiste italien mais ne constitue pas un programme de gouvernement puisque le chef de ce dernier, M. Giulio Andreotti, ne se sera pas directement engagé.

— p. F 1 et F 2

L'armée prend le pouvoir au Pakistan

d'après Reuter et UPI

L'armée a pris le pouvoir ce matin au Pakistan. Le premier ministre Zulfikar Ali Bhutto, les autres membres de son gouvernement, de nombreux dirigeants du Parti du peuple pakistanais (PPP) de même que des leaders de l'Alliance nationale pakistanaise (PNA d'opposition) ont été arrêtés. Le calme règne dans le pays.

La nouvelle a été communiquée à l'extérieur, sur les ondes de Radio-Pakistan, par un porte-parole militaire non identifié qui a ajouté que la loi martiale avait été proclamée sur tout le territoire. Il n'a pas dit qui est en

charge et il n'a pas indiqué si le putsch avait été sanglant ou non.

"Les troupes ont pris position aux points névralgiques dans toutes les villes importantes", a annoncé la radio pakistanaise, captée à New Delhi par l'agence indienne Samachar et à Londres par la BBC. Sauf pour cette déclaration, la radio poursuivait sa programmation habituelle.

Ce putsch, qui signifie le retour des militaires au pouvoir à Islamabad après un interlude civil de cinq ans, est intervenu au moment où les pourparlers entre le gouvernement Bhutto et l'opposition PNA, pour sortir le pays de l'impasse constitution-

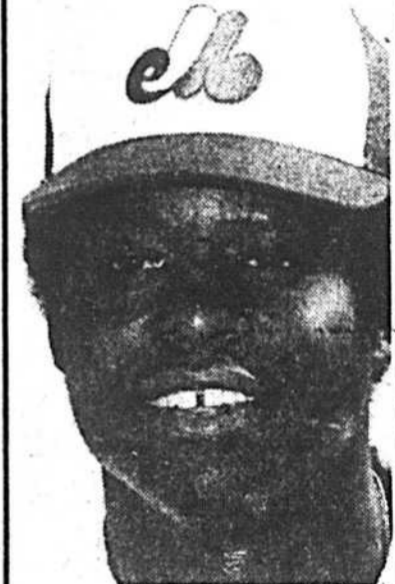
nelle qui dure depuis les élections de mars dernier, semblaient s'acheminer vers la rupture.

"Ce coup d'Etat était tout de même inattendu", a déclaré un diplomate arrivé hier soir à New Delhi en provenance du Pakistan. Ce diplomate a expliqué que Bhutto et les chefs militaires pakistanais, y compris le général Zia ul-Haq, chef d'état-major, avaient assisté hier, à l'ambassade des États-Unis à Islamabad, aux cérémonies du 4 juillet.

"Ils paraissaient tous très déçus", a-t-il dit, ajoutant qu'à

Voir L'ARMÉE, page A 6

le sport



Warren Cromartie

Sixième victoire d'affilée des Expos

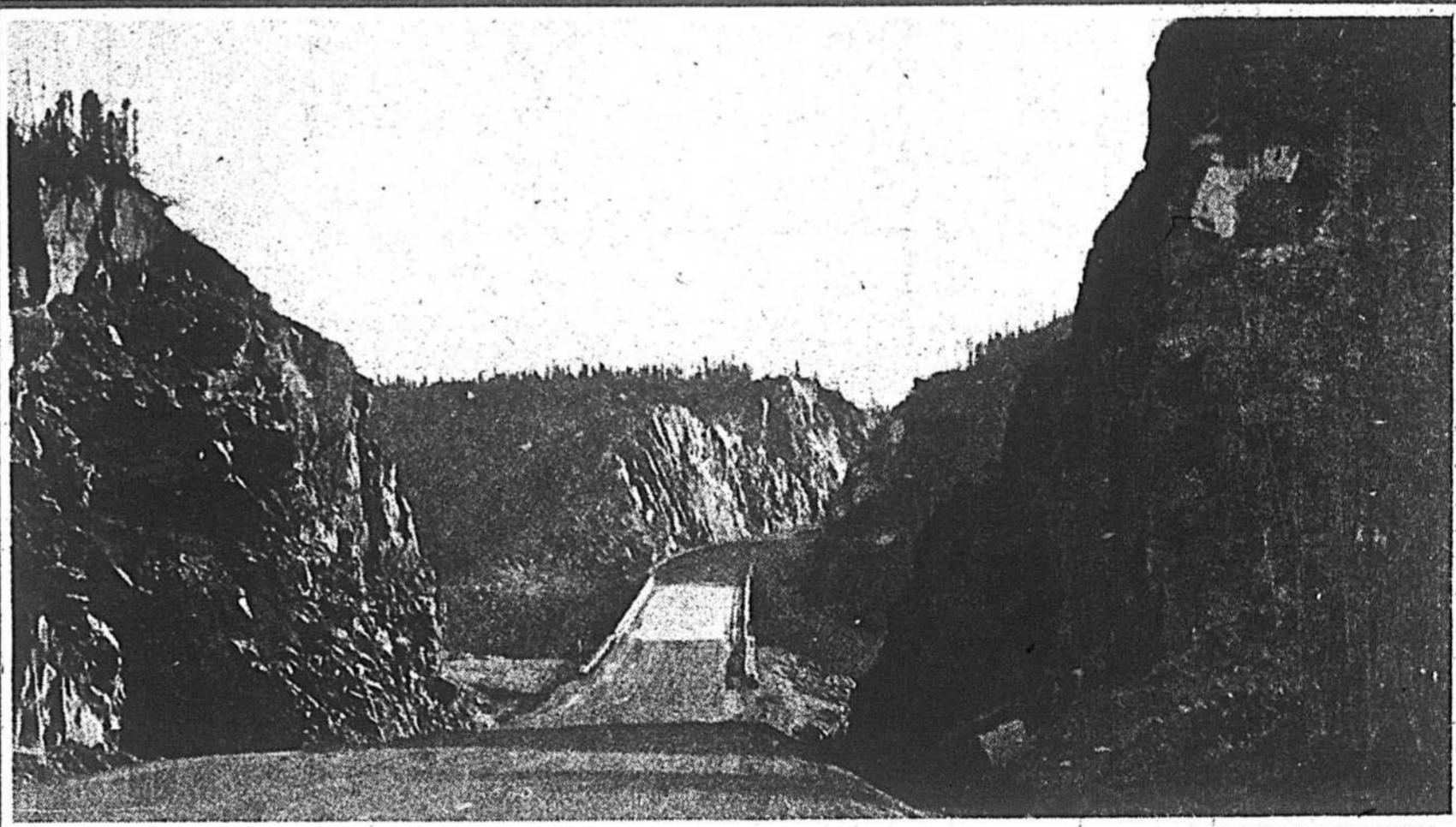
— page D 1



L'auteur du détournement, Luis Robertson

Autobus détourné à New York: deux morts

— page A 3



(photo Pierre McCann, LA PRESSE)

La route du bout du monde

Quand on parle d'une route taillée à même le roc, c'est de ça qu'on veut parler... la route 138 entre Sept-Îles et Havre-Saint-Pierre peut sembler parfois bien poussiéreuse pour le citadin égaré sur la Basse-Côte-Nord. Pour les gens du Havre, c'est une porte sur le monde.

— page B 5

L'Office de l'énergie retient le projet de Foothills Oui au pipe-line de l'Arctique

par Mario FONTAINE
de notre bureau d'Ottawa

OTTAWA — L'Office national de l'énergie a recommandé hier au gouvernement fédéral d'autoriser la construction d'un pipeline dans l'Arctique de l'ouest, afin de pallier une insuffisance des approvisionnements en gaz naturel dont les effets se feront sentir d'ici 1985.

Bien que l'Office rejette, dans un volumineux rapport déposé

en Chambre, tous les tracés soumis par les différentes firmes intéressées à la construction du gazoduc, il se dit prêt à endosser celui de la Foothills (Yukon) Ltd., après certaines modifications.

Dans son projet initial, le consortium Alcan dont Foothills fait partie, prévoyait transporter le gaz extrait de la bale de Prudhoe vers les marchés américains, ne se servant du territoire

canadien que comme support à ses installations.

L'Office de l'énergie accepte

David a raison de Goliath

— page A 2

le tracé Alcan, qui suit la route Alaska-Canada, et ne présente de ce fait pas de menaces sérieux

à l'écosystème de ces régions. Mais il lui demande également de construire une dérivation de sa canalisation vers Dawson, au Yukon, de façon à ce qu'on y branche un autre pipeline venant du delta du Mackenzie le cas échéant, pipeline qui serait destiné, lui, au marché canadien.

On a déjà découvert 5.3 milliards de pieds cubes de gaz dans cette région, où des travaux

d'exploration se poursuivront tout l'été, de même que dans la mer de Beaufort, afin d'accroître encore ces réserves établies. Si cela devait se produire, un couloir de transport de l'énergie deviendrait alors nécessaire.

L'ONE reconnaît n'avoir pas encore étudié les effets sur l'environnement d'un gazoduc reliant le delta de Dawson via la route Dempster. Mais ceux-ci

Voir PIPE-LINE, page A 6

sommaire

- Arts et spectacles
- Informations: C 8 à C 11
- Horaires: C 10
- Bandes dessinées: A 12
- Décès, naissances, etc.: F 10
- Économie: B 1 à B 6
- Éditorial: A 4
- Êtes-vous observateur?: D 14
- Horoscope: A 12
- Informations étrangères: F 1, F 2
- L'auto: D 8
- Les maux de notre langue: C 2
- Mon œil sur Montréal: C 10
- Mot mystère: A 12
- Mots croisés: A 12
- Page des lecteurs: A 5
- Petites annonces: D 12 à D 15, F 3 à F 9
- Radio et télévision: C 10
- SIMONE SIGNORET: F 3
- Sports: D 1 à D 7, D 16
- Vivre aujourd'hui: C 1 à C 3

LÉVESQUE

SUITE DE LA PAGE A 1

Travaux publics en effet, le gouvernement peut empêcher la poursuite de l'expansion territoriale du fédéral, en se portant acquéreur des terrains. Comme responsable de l'Approvisionnement, Mme Ouellette participera de près à la nouvelle politique "d'achat chez nous" du gouvernement.

Mme Ouellette fut des tout débuts de Mouvement Souveraineté-Association, et s'est surtout fait connaître, dans l'Outaouais, par l'intérêt qu'elle a porté aux problèmes des locataires et au dossier du territoire. Elle était membre de l'exécutif national du Parti québécois l'an dernier, et plusieurs observateurs estiment qu'elle aurait été nommée ministre dès la formation du cabinet s'il ne lui avait fallu attendre plusieurs semaines la confirmation juridique de sa victoire électorale sur l'ex-ministre Oswald Parent.

M. Johnson, fils de l'ancien premier ministre unioniste, est avocat et médecin. C'est l'un des bons orateurs du PQ, dont il vient d'être élu membre de l'exécutif après avoir dirigé la dernière campagne de financement. Comme Mme Ouellette, il fait partie de l'aile modérée du parti, et l'un de ses atouts, comme ministre du Travail, se trouve dans le fait qu'il n'a jamais été lié ni au monde syndical, ni au monde patronal.

Et les autres?

Parmi les cinq ministres qui cumulent deux ministères, la rumeur a longtemps désigné M. Louis O'Neil (Affaires culturelles et Communications) comme étant celui qui aurait le plus de difficultés à assumer toutes ses responsabilités, et la plupart des observateurs prévoient la nomination d'un nouveau ministre à l'une de ces deux fonctions.

Tout indique cependant que le premier ministre en a décidé autrement, et que le ministre O'Neil conservera ses deux ministères. Mais il faut préciser que l'essentiel de la tâche normalement dévolue au ministre des Affaires culturelles lui a été pratiquement retiré. C'est en effet au niveau du cabinet du ministre d'Etat au développement culturel, M. Camille Laurin, que l'on s'occupe de définir un nouveau projet de politique culturelle globale. Ce travail, auquel M. O'Neil participe sans par ailleurs en avoir le leadership, se fait depuis le début de l'année déjà sous la direction du sous-ministre Guy Rocher et du conseiller Fernand Dumont... et il est à prévoir que le ministre Laurin s'en occupera de très près dès qu'il en aura fini avec la Charte de la langue française. D'autant plus que le Livre blanc sur la langue indiquait très clairement que la politique linguistique du gouvernement doit s'inscrire dans une politique culturelle plus large.

L'ARMÉE

SUITE DE LA PAGE A 1

son avis, l'armée, désespérant de voir Bhutto et l'Opposition conclure jamais d'entente, a tout simplement décidé d'intervenir et de reprendre en main les affaires de l'Etat, qu'elle avait abandonnées en décembre 1971, après l'humiliante défaite subie au Bangladesh.

La PNA lança une vaste campagne de désobéissance civile afin d'obtenir la démission du gouvernement Bhutto et la tenue de nouvelles élections contrôlées par l'armée.

Au début, la réaction du régime fut brutale: imposition de la loi martiale dans les grandes villes, arrestation des leaders de la PNA, dont le maréchal de l'air à la retraite Asghar Khan, envoi des troupes pour réprimer les manifestations. Le bilan: 350 morts en moins de trois mois, plusieurs milliers de blessés et des pertes économiques estimées à plus d'un milliard de dollars.

Au retour de Bhutto, la semaine dernière, la PNA lui adressa sa "proposition finale" et lui demanda d'y répondre dans les 48 heures. C'était un ultimatum. Le week-end dernier, devant la menace de la PNA de reprendre l'agitation, Bhutto avait accusé l'opposition de revenir sur ses engagements.

Les pourparlers devaient cependant reprendre aujourd'hui. On ignore pour l'instant les intentions exactes de l'armée, qui exerça déjà le pouvoir au Pakistan de 1958 à 1971.



Droits réservés

Le pipe-line: une place aux Canadiens

SUITE DE LA PAGE A 1

seraient moins importants que si on construisait le même gazoduc au nord du Yukon ou dans la vallée du Mackenzie, possibilité qu'avait aussi fermement rejetée le juge Berger, dans un rapport présenté début mai.

Le projet retenu par l'Office a donc l'avantage de permettre des livraisons de gaz aux États-Unis dès 1981, tout en dotant les Canadiens d'un pipeline dont ils pourront se servir un jour si les conditions du marché le justifient.

Le gazoduc de \$10 milliards proposé par Alcan, d'un diamètre de 48 pouces, transporterait, une fois modifié pour recevoir son équivalent canadien, le gaz du Mackenzie avec une économie de 12 cents les mille pieds cubes par rapport aux autres types de pipelines, tout en ne gonflant la note des consommateurs américains que de 6 cents les mille pieds cubes.

L'ONE pose également une autre condition aux promoteurs Alcan-Foothills: que cette dernière restructure son financement, de façon à exclure toute possibilité d'un abandon du projet en cours de route. De plus, Foothills (Yukon) devrait être propriétaire à 51 p. cent, les firmes Alberta Gas Trunk Line et West Coast Transmission se partageant le reste, ceci afin de

permettre aux Canadiens de détenir une partie de la propriété du pipeline qui traversera le territoire national.

Enfin, on demande aux promoteurs de verser une somme de \$200 millions dans le but de couvrir les coûts socio-économiques indirects qu'entraînera la construction du pipeline au nord du 60e parallèle.

Des \$10 milliards que devrait coûter le projet, \$4.37 seront dépensés en territoire canadien, dont \$2.4 pour la seule section Dempster, si elle se réalise. De plus, la décision de l'ONE n'exclut en rien, affirment ses commissaires, la construction subséquente d'un autre gazoduc dans la vallée du Mackenzie, si les réserves venaient à s'élever à 15 trillions de pieds cubes ou plus.

En fait, l'Office national de l'énergie a voulu déposer ses recommandations le plus tôt possible afin de permettre au gouvernement de prendre une décision finale avant le 1er septembre, date après laquelle les États-Unis pourraient décider d'un tracé de façon unilatérale. A moins d'un renversement imprévisible, le cabinet approuvera le rapport remis hier par l'ONE.

Sauf si, et cela paraît extrêmement improbable, la Commission Lysyk, qui étudie quelles seraient les répercussions de la

construction d'un gazoduc au Yukon, lui faisait des recommandations très négatives, et qu'il s'y rendait.

Dans sa forme modifiée, le pipeline partira donc de Prudhoe Bay pour suivre la route Alaska-Canada, traversera le Yukon, puis la Colombie-Britannique et l'Alberta avant de se fondre dans le réseau américain.

La construction de cette ligne aura d'importantes répercussions sur l'économie canadienne. Elle créera environ 2,200 emplois directs, avec un maximum de 7,800 au plus fort des travaux, qui s'échelonnent sur une période de trois à quatre ans. De plus, l'industrie métallurgique en bénéficiera fortement, puisqu'il lui faudra produire 1.3 million de tonnes de buses de métal de grande dimension.

Le projet Alcan prévoit en effet recourir à l'industrie canadienne dans la mesure du possible. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles l'Office l'a préféré à son concurrent direct Arctic Gas.

Alcan affirme d'ailleurs qu'elle embauchera des nordistes en premier, pour mener à bien la construction de son gazoduc d'une longueur de 2,474 milles et apte à s'assurer un débit de 1.2 milliard de pieds cubes de gaz à partir du delta et 2 milliards en provenance de l'Alaska.

SHERWIN WILLIAMS SUPER VALEURS

SUPER PEINTURE

Une application suffit avec la **Super-1-Couche**
Peinture extérieure alkyde 160
(blanche non farinante)



Utilisez cette peinture extérieure SWP de toute première qualité sur les surfaces de bois, de métal ou de stucco.

Maintenant seulement

\$11.98 le gallon.

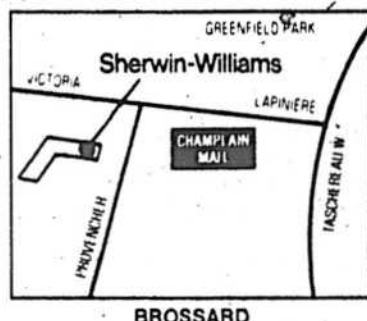
Valeurs additionnelles!
Choix d'autre peinture blanche extérieure 1 couche de bonne qualité.

Économisez
\$266 maintenant
Ord. \$7.65 **\$4.99**
Brosse pure soie de 3"

Bonnes aubaines sur teintures pour bois.
Pour l'intérieur ou l'extérieur. Noyer, cèdre ou sequoia.
Maintenant: **\$5.99**

Prix de vente!
Echelle en aluminium Domestic approuvé par la C.S.A.
5' **\$13.99** 6' **\$15.99**

HÂTEZ-VOUS! LA VENTE SE TERMINE LE 16 JUILLET... VÉRIFIEZ TOUS LES AUTRES SPÉCIAUX!



BROSSARD
1680A boul. Provencher 671-7255



VILLE D'ANJOU
Galerie du Décor 353-5950

Tout est en vente aux
deux grands Centres de décoration Sherwin-Williams.

Heures d'ouverture: Lundi au mercredi 9:30hres à 18:00hres/Jeu et vendredi 9:30hres à 21:00hres/Samedi 9:30hres à 17:00hres.

Aussi en vente dans ces autres magasins Sherwin-Williams. Sherwin-Williams Dorval—Centre commercial Fairview • Sherwin-Williams Longueuil—157 ouest rue St-Charles • Sherwin-Williams Montréal—6080 ouest Sherbrooke • Sherwin-Williams Papineau—4325 rue Papineau • Sherwin-Williams St-Jérôme—282 rue Labelle • Sherwin-Williams St-Lambert—428 rue Victoria • Sherwin-Williams St-Laurent—877 Décarie • Sherwin-Williams Valleyfield—165 rue Victoria • Sherwin-Williams Verdun—4232 Wellington • Sherwin-Williams Westmount—4883 ouest. rue Sherbrooke • Sherwin-Williams St-Jean—32 Place du Marché • Sherwin-Williams—6095 est. boul. Henri Bourassa.

Utilisez votre carte ChargeX ou Master Charge ou profitez des programmes de financement de la Banque de Montréal.



le forage dans la mer de Beaufort

MARIO FONTAINE
envoyé spécial

Dans l'Arctique, la pollution n'est pas celle que l'on pense

MER DE BEAUFORT — Parler de pollution aux compagnies qui effectuent des forages dans l'Arctique, c'est comme gratter la plaie d'un loup écorché: ça fait mal, et la réaction ne se fait pas attendre.

Les firmes d'exploration se déclarent en effet tellement convaincues qu'un écoulement inopiné de pétrole ne peut avoir lieu qu'elles prennent des airs de vierges offensées dès qu'on aborde la question.

"Le gouvernement et l'industrie ont déjà dépensé \$15 millions pour la recherche sur la pollution dans cette région, alors que les risques d'une catastrophe comme celle survenue ce printemps dans la mer du Nord ne sont que de un sur un million", affirme M. Gordon Harrison, président de Canmar, laquelle creusera trois puits d'importance cet été.

Selon lui, les risques qu'un accident survienne au cours de la phase exploratoire sont absolument minimes. Il reconnaît toutefois que sa firme ne perçoit pas des puits dans la mer de Beaufort pour le plaisir de la chose, et qu'elle vise essentiellement l'exploitation des gisements de gaz naturel et de pétrole qui s'y trouvent.

En revanche, M. Harrison fait remarquer que moins de 2 p. cent des déversements d'huile dans les mers sont le fait de plates-formes de production, alors que les écoulements naturels en provenance du lit même des océans sont huit fois plus importants.

Celui-ci nie de plus que les conditions climatiques prévalant dans l'Arctique puissent nuire à la récupération de pétrole accidentellement déversé dans l'océan. Il considère en effet l'hiver comme un allié, non comme un ennemi, dans cette tâche.

La glace tiendrait en effet lieu de corset, retenant les nappes de pétrole dans un périmètre restreint. Le printemps venu, l'huile apparaîtrait à sa surface, et on n'aurait plus qu'à craquer une allumette et à la faire brûler.

Des expériences ont déjà prouvé l'efficacité de cette techni-

que, encore révolutionnaire dans le domaine de la lutte contre la pollution.

Quant aux catastrophes survenant l'été, en parviendrait à enrayer leurs effets par des moyens conventionnels. Les compagnies estiment pouvoir récupérer de la sorte 80 p. cent des déversements, sinon plus.

Un sérieux avantage favorise en effet les exploitants de l'Arctique: les vagues. Leur hauteur dépasse rarement vingt pieds, contre cinquante dans la mer du Nord, par exemple. Cela est dû au nombre considérable d'îles parsemées dans cette région, de même qu'à la présence des glaces, qui empêchent la formation de murs d'eau trop élevés.

A tout événement, des équipements d'une valeur de \$3 millions reposent sur les quais de Tuktoyaktuk, prêts à parer à un déversement éventuel en provenance des puits que forera Canmar (une filiale de Dome Petroleum) cet été.

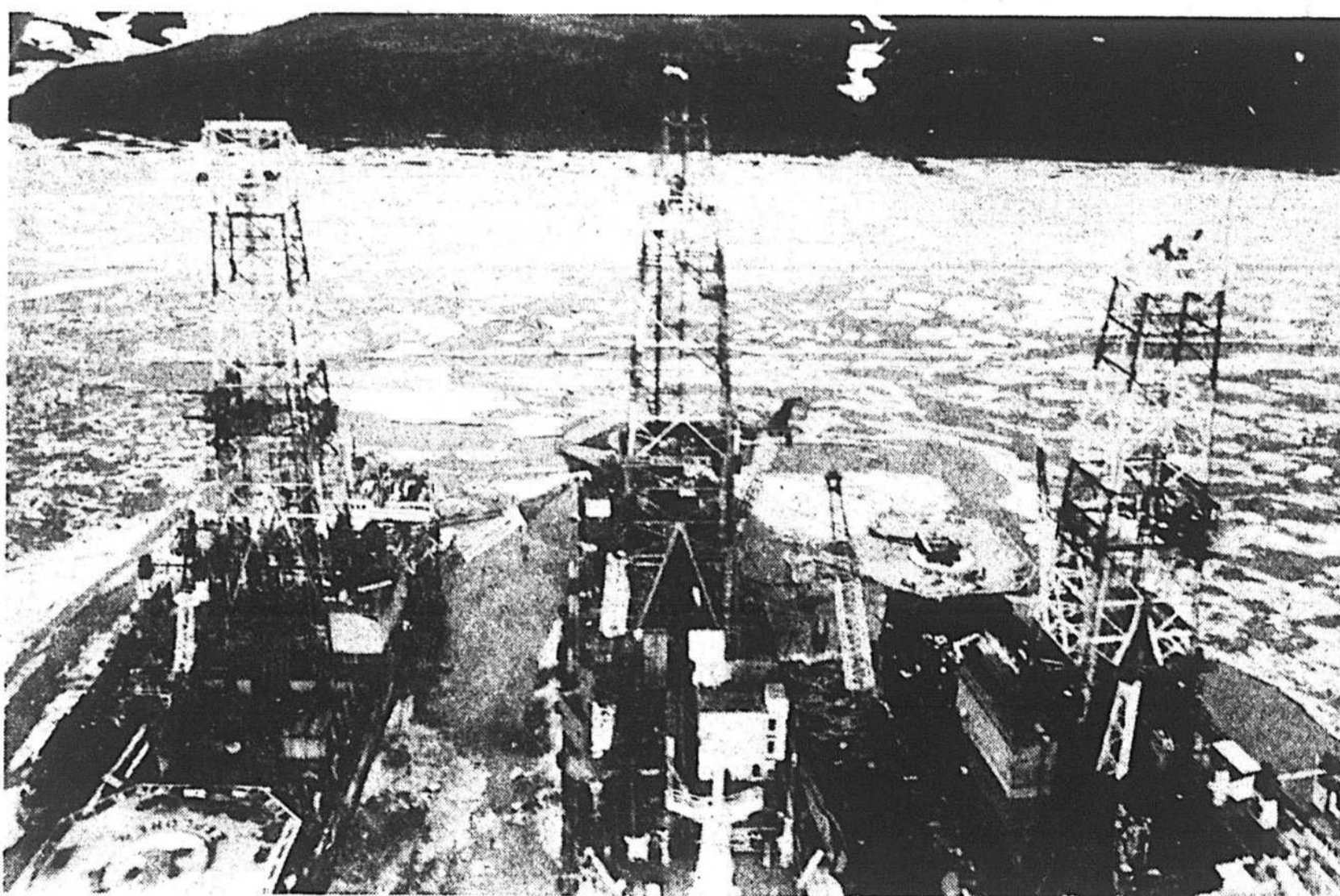
De plus, la compagnie a donné un bon de \$50 millions au gouvernement fédéral, afin de garantir un nettoyage adéquat en cas de catastrophe. Canmar a d'ailleurs connu certains problèmes avec deux de ses puits l'an dernier, dont l'un laisse encore échapper un peu de gaz naturel.

Pollution humaine

Mais la protection du milieu s'applique aussi à l'environnement humain, et là, les défis semblent plus difficiles à relever. Quelques étincelles entre autochtones et travailleurs du camp l'an dernier ont entraîné des mesures radicales: ces derniers doivent demeurer sur la base, et ne sont plus autorisés à se rendre au village, à un mille de là, qu'une seule fois par semaine.

Tuk présente d'ailleurs un aspect assez rébarbatif. Juchés sur sur pilotis pour éviter le permafrost, les maisons s'alignent dans un désordre général, entourées de monceaux de débris, de squelettes de motoneiges, de charognes à demi-pourries, abandonnées là par quelque chien repu.

Quant aux sentiments de la population sur "l'invasion" dont



Les trois navires de forage de la Canmar attendent la fonte des glaces pour explorer à nouveau cet été le lit de la mer de Beaufort. Spécialement conçus pour ce type de travail, ils peuvent forer des trous de plus de 10,000 pieds de profondeur.

elle est victime, ils seraient partagés entre traditionalistes désireux de vivre du pays, et seuls, et modernistes pour qui le confort du sud mérite quelques concessions.

Cela ne va évidemment pas sans provoquer certaines frictions. Une jeune Esquimaude qui travaille au restaurant de la base me confiait qu'elle subvient à ses besoins avec l'argent ainsi gagné, ce qui n'aurait pas du tout l'heur de plaire à son fiancé...

Selon un oblat qui y vit depuis plus de 30 ans, l'arrivée des

moyens de communications a beaucoup plus contribué à modifier la structure sociale du village que celle des compagnies pétrolières. Il est en effet assez étonnant d'écouter, sur les rives de l'Arctique, le téléjournal de Radio-Canada, en couleur, et avec une image impeccable.

Jusqu'à présent, Canmar a voulu favoriser l'embauche locale, tout en encourageant ses employés venus de l'extérieur à se tenir à l'écart. Cela ferait partie d'une politique de "protection et de sauvegarde du

mode de vie traditionnel des autochtones".

Car les incursions blanches dans la culture inuk n'ont pas toujours été des plus heureuses. La criminalité, presque inexistante autrefois, a pris des proportions "occidentales", alors que l'alcoolisme a commencé ses ravages au sein des populations locales.

Toute boisson alcoolisée est strictement interdite sur le terrain de la compagnie pétrolière, dont les travailleurs doivent attendre leur semaine de congé, et leur retour dans le sud, pour

trempers leurs lèvres aux divins élixirs.

La consommation d'alcool n'est toutefois par interdite dans le village, mais il n'y a aucun débit. Le plus près se trouve à 90 milles au sud-ouest, à Inuvik. De sorte que les avions qui en reviennent contiennent une bonne partie de leur cargaison en liquide. Car si on ne trouve aucun magasin d'alcool à Tuktoyaktuk, on y découvre, au centre du village, une maison de réhabilitation pour alcooliques...

—FIN—



le pipeline

ALAIN DUBUC

Trop d'inconnues pour que le Québec ose se « mouiller » dans le débat

Le pipeline qui acheminera le gaz de l'Alaska et de la mer de Beaufort vers le sud coûtera plus de \$8 milliards. Cela équivaut à huit Jeux olympiques ou à cinq Voies maritimes du Saint-Laurent, ce qui en fait le deuxième plus important projet de construction au Canada, après la Baie James.

Malgré le gigantisme du projet, la décision de l'Office national de l'énergie (ONE) de favoriser le tracé de l'Alcan, plutôt que celui du Canadian Arctic Gas qui longeait la vallée du Mackenzie, objet d'un âpre débat dans le reste du Canada, n'aura que très peu d'implications pour le Québec. A un tel point que le gouvernement provincial n'a jamais voulu se prononcer sur la question.

Contrairement à l'Ontario et à l'Alberta, qui ont chacune défendu leur tracé, Québec a choisi de rester neutre, avant et après le 15 novembre.

Et au cabinet du ministre délégué à l'Énergie, M. Guy Joron, on se contente de déclarer que la question n'est pas prioritaire

pour l'avenir énergétique du Québec.

Plusieurs observateurs ont en effet vu tendance à lier l'objectif du gouvernement québécois d'accroître la part du gaz naturel dans le bilan énergétique au sort qu'Ottawa réserverait à l'un des deux projets de gazoduc du Nord-Ouest canadien.

Certains observateurs avaient ainsi souligné que le tracé du Canadian Arctic Gas Pipeline Ltd., en créant un surplus de gaz, ferait du Québec le débouché de ces quantités supplémentaires, en pleine période d'incertitude constitutionnelle. Et l'évaluation de la possibilité de la séparation du Québec serait par conséquent l'un des facteurs dont Ottawa devra tenir compte dans sa décision.

Montréal est trop éloigné

Mais Montréal, à plus de 3,000 milles, est le point le plus éloigné de ces éventuelles sources d'énergie. Les coûts de transport élevés et l'incertitude concernant les besoins de consommation québécoise, sont loin de fai-

re du Québec un bénéficiaire plausible de cet afflux de gaz naturel.

Par ailleurs, les motivations du gouvernement fédéral dans ce dossier semblent plus procéder du désir de créer un stimulant économique que d'assurer, à court terme, les besoins énergétiques du pays. Et s'il existe un contentieux entre deux gouvernements dans ce dossier, on risque plutôt de le trouver entre Ottawa et Washington qu'entre Ottawa et Québec.

Il est certes dans les intentions de Québec d'augmenter la part relative du gaz, pour l'instant à peine six pour cent de la consommation totale, le pétrole prenant toujours la part du lion, principalement parce que l'utilisation accrue du gaz canadien rendrait le Québec moins dépendant du pétrole des pays de l'OPEP.

Mais lorsque Québec songe à un apport supplémentaire de gaz, ce n'est pas vers la vallée du Mackenzie qu'il tourne les yeux.

Plusieurs gisements de gaz sembleraient plus avantageux. Tout d'abord, les nappes promet-

teuses de la côte du Labrador seraient de loin la source idéale, puisque la province se trouverait en tête de ligne par rapport au point d'approvisionnement.

Les réserves des îles de l'Arctique offrent de leur côté plusieurs possibilités. Malgré le coût aussi élevé que celui du gaz du Nord-Ouest canadien, les réserves semblent en effet nettement plus importantes. Et ces gisements se trouvent au nord de la baie d'Hudson, donc plus près du marché québécois.

Deux tracés de gazoduc seraient possibles dans le cas du gaz de l'Arctique, l'un longeant la côte ontarienne et l'autre la côte québécoise de la baie d'Hudson et l'Abitibi.

Le gaz albertain restera par ailleurs le plus gros fournisseur de gaz du Canada et du Québec et ce, même en 1990; d'autant plus que la rareté de gaz, qui avait été prévue pour la période de 1974 à 1981, n'a toujours pas été constatée.

Trop d'inconnues

Le Québec n'est par ailleurs pas prêt à absorber, du jour au

lendemain, de fortes quantités de gaz. L'utilisation de cet hydrocarbure exige en effet une importante infrastructure, notamment pour la consommation urbaine, un réseau de conduits souterrains, ou encore de forts investissements pour permettre le stockage souterrain pour tenir compte des fluctuations de la demande.

Il reste de plus trop d'inconnues, en ce qui concerne la consommation éventuelle du Québec, le coût du gaz, etc., pour que le Québec puisse risquer de se « mouiller » dans le débat.

La seule représentation qui a été faite par les autorités provinciales à l'Office national de l'énergie a donc consisté à dire que le Québec désirait un « approvisionnement suffisant ». Et la décision de l'ONE ne risque pas de remettre cet objectif en cause.

Les implications du choix d'un tracé, ou même d'un refus éventuel d'Ottawa de laisser passer un pipeline sur son territoire toucheront avant tout les producteurs de gaz, l'Alberta, principale province productrice, les

grandes zones consommatrices au Canada, notamment l'ouest de l'Ontario, de même que les Indiens et les Inuit. Et les États-Unis, pour qui ce gaz naturel est vital, seront de loin les principaux clients et seraient en mesure d'absorber facilement tout surplus de gaz de façon plus efficace que la lointaine province de Québec.

Enfin, Ottawa songera sûrement plus aux retombées économiques du projet qu'aux querelles constitutionnelles. La création de 8,000 emplois, les effets sur une industrie stratégique comme celle de l'acier, qui devra fournir deux millions de tonnes de métal, risquent de peser plus lourd dans la balance que l'éventualité, très incertaine, qu'une partie de ce gaz puisse aller vers le Québec.

Et si, un jour, le débat constitutionnel affecte l'industrie du gaz naturel, ce sont les relations privilégiées que le gouvernement québécois entretient avec celui de l'Alberta qui les provoqueraient, plus que le pipeline du Nord-Ouest canadien.

X



une VENTE comme vous n'en verrez peut-être plus JAMAIS

Le Géant a sûrement la voiture que vous désirez

DANS LA VOITURE ECONOMIQUE

Chevette Monza Nova Omega

Exemple:
Stock 5706
CHEVETTE 1977
2 portes, transmission automatique, radio, pneus à flancs blancs, etc. Très bas millage. Démonstrateur.

\$3915



DANS LA VOITURE INTERMEDIAIRE

Chevelle Cutlass Monte Carlo

Exemple:
Stock 7157
CHEVELLE MALIBU 1977
2 portes, coupé, transmission automatique, servodirection, servofrein, radio etc., très bas millage. Démonstrateur.

\$4916



DANS LA VOITURE DE LUXE

Exemple:
Stock 6456
CUTLASS 442 1977
Coupé, 8 cylindres, transmission automatique, servodirection, servofrein, radio AM-FM, antirouille, etc. Très bas millage. Démonstrateur.

\$5675



DANS LA VOITURE REGULIERE

Exemple:
Stock 4221
CHEVROLET IMPALA 1977

2 portes, coupé, tout équipée, peinture deux tons, radio AM-FM, miroir sport, antirouille, etc. Bas millage. Démonstrateur.

\$5525

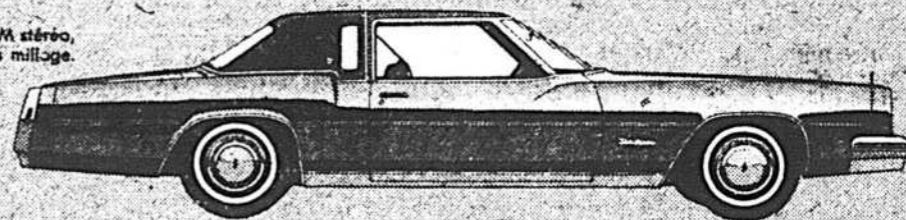


DANS LA VOITURE DE LUXE

Exemple:
Stock 4889
TORONADO 1977

2 portes, Brougham, tout équipée, AM-FM stéréo, avec cassettes, antirouille, etc. Très bas millage. Démonstrateur.

\$12,000



- Nous réduisons les prix sur toutes voitures et camions en stock
- Aucun comptant exigé sur production d'une garantie satisfaisante
- Financement jusqu'à 48 mois en cas d'approbation
- Premier versement 45 jours après la date d'acquisition
- Les meilleures allocations d'échange pour les voitures des années 1969 à 1974
- A votre disposition 65 baies de service et l'expertise de 51 techniciens formés en usine

CAMIONS

	PRIX REGULIER
STEP VAN 1977 Stock 6233 12.5' automatique, roues arrière doubles, 350, V-8, servodirection, servofrein.	\$9845
PICK-UP 4x4 1977 Stock 6557 1/2 tonne, automatique, servodirection, 350, V-8, positraction	\$7872
CHASSIS et CAB Stock 7068 1 tonne, 4 vitesses manuelles, roues arrière doubles, servofreins, servodirection, roues arrière doubles, servofrein, servodirection.	\$8575
PICK-UP Stock 6767 1/2 tonne, automatique, servodirection, servofrein, 350, V-8, suspension Heavy Duty.	\$8055
SUBURBAN Stock 7344 1/2 tonne, Silverado, air conditionné, cruise contrôle, 454, V-8, automatique, servodirection, servofrein.	\$9601
PICK-UP Stock 6295 1/2 tonne, automatique, 350, V-8, servofrein, suspension Heavy Duty	\$8665
CHEVY VAN Stock 7194 1/2 tonne, 350, V-8, automatique, servodirection, servofrein, suspension Heavy Duty	\$8191

MAISON MOBILE

VOYAGER



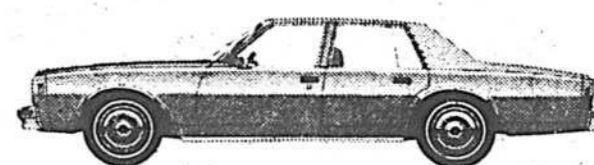
VOYAGER 4
4 saisons Motorhome, 10,000 B.T.U., air conditionné, 4000 watts, générateur Oman, AMFM stéréo cassette, fournaise 25,000 B.T.U., tapis Shag, couche quatre personnes. **\$18,500**

VOITURES D'OCCASION

Stock R77 OLDSMOBILE 1976 Custom Cruiser, stationwagon	\$6950
Stock 7375A OLDSMOBILE 98 1974 Luxury 4 portes, sedan	\$2750
Stock 7411 A BUICK 1972 Convertible	\$1595
Stock 6300 A BUICK 1973 Convertible	\$1950
Stock 6868A CHEVELLE 1972 2 portes	\$1650
Stock 7118A DUSTER 1974 4 vitesses	\$1900
Stock 5986 A NEW YORKER 1976 4 portes	\$5550
Stock 7031A MAVERICK GRABBER 1974	\$1750

Même dans le domaine de la LOCATION

12
24
36 mois



- Choix de tous modèles pour livraison rapide
- Programme personnalisé qui conviendra à vos besoins spécifiques.

Sortie Mirabel
Voie de service ouest
de la Transcanadienne

332-1673

P A R K W A Y

MOTORS MONTREAL LTD.

CHEVROLET

OLDSMOBILE

CADILLAC

CAMIONS

